ÉTUDES
DE L'IFRI

CENTRE AFRIQUE SUBSAHARIENNE

AVRIL
2021

Les Peuls Mbororo dans le conflit centrafricain

Thierry VIRCOULON

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0333-2
© Tous droits réservés, Ifri, 2021
Couverture : © Homo Cosmicos/Shutterstock.com.

Comment citer cette publication :
Thierry Vircoulon, « Les Peuls Mbororo dans le conflit centrafricain », *Études de l'Ifri*, Ifri, avril 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Auteur

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École normale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group. Il a vécu en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo.

Résumé

Dans la profondeur de la savane centrafricaine ont lieu depuis 40 ans des évolutions qui sont passées largement inaperçues et se sont révélées extrêmement déstabilisatrices. L'équilibre entre agriculture et élevage est devenu instable ; la pression humaine sur les ressources naturelles augmente dans le monde rural ; abandonnées par le gouvernement, les communautés ont pris l'habitude de défendre leurs intérêts les armes à la main ; l'administration et sa capacité d'arbitrage entre les intérêts des communautés ont disparu ; et une insécurité omniprésente transforme la brousse en une version africaine du Far West.

L'ensemble de ces évolutions explique le rôle spécial qu'une population minoritaire en Centrafrique, les Peuls Mbororo, joue dans le conflit centrafricain. Chassés par les groupes anti-balaka en 2013/2014, ces éleveurs nomades sont revenus sous la protection de leurs milices et s'efforcent de reprendre le contrôle des zones pastorales qui sont essentielles pour leur bétail et donc pour leur survie. La milicianisation des Mbororo et leur implication dans le banditisme rural sont les symptômes d'un profond désordre social et économique. Actuellement, leur pastoralisme armé entretient le cercle vicieux de la stigmatisation et de la violence et s'exporte avec l'ouverture d'un nouveau front pastoral problématique en République démocratique du Congo. À l'intérieur de la société mbororo, une confrontation inédite entre pouvoir milicien et pouvoir coutumier se développe proportionnellement à l'autonomisation et la consolidation des groupes armés. Le fait que deux mouvements armés peuls se rapprochent et se singularisent actuellement par leur opposition à l'accord de paix signé en 2019 accentue le sentiment anti-peul dans l'opinion publique centrafricaine qui les perçoit au mieux comme des « étrangers intérieurs » et au pire comme des « étrangers absolus » n'ayant pas le droit de résider en Centrafrique.

Executive summary

For 40 year, in the depths of the Central African savannah, evolutions have been taking place and have gone unnoticed and turned out to be extremely destabilizing. The balance between agriculture and breeding has become unstable; Human pressure on natural resources is increasing in the rural world, abandoned by the government, communities have become accustomed to defending their interests with guns in hand, the administration and its capacity to arbitrate between the interests of the communities have disappeared and pervasive insecurity turns the bush into an African version of the Wild West.

These developments explain the special role that the Mbororo Fulani, a minority population in the Central African Republic, plays in the Central African conflict. Driven out by anti-balaka groups in 2013/2014, these nomadic herders have returned to the protection of their militias and are striving to regain control of pastoral areas, essential for their livestock and therefore for their survival. The militiaisation of the Mbororo and their involvement in rural banditry are symptoms of a deep social and economic disorder. Currently, the armed pastoralism maintains the vicious cycle of stigma and violence and is exported with the opening of a new problematic pastoral front in the Democratic Republic of the Congo. Within Mbororo society, an unprecedented confrontation between militia power and traditional power is growing in proportion to the empowerment and consolidation of armed groups. The fact that two Fulani armed movements are coming closer and currently stand out by their opposition to the peace agreement signed in 2019 accentuates the anti-Fulani feeling in the Central African public opinion, which perceives them at best as “internal foreigners” and at worse as “absolute foreigners”, who do not have the right to reside in the Central African Republic.

Sommaire

INTRODUCTION 6

LES ÉTAPES HISTORIQUES DE L'IMPLANTATION DES PEULS MBORORO EN RCA 9

L'ouverture d'un nouveau front pastoral au centre de l'Afrique 9

La création d'un secteur économique par le pouvoir colonial 11

Le paradoxe des dernières décennies du XX^e siècle : extension et dérégulation du pastoralisme 14

La diffusion ouest-est 14

La diffusion nord-sud 15

La dérégulation du pastoralisme et ses conséquences déstabilisatrices 17

Échec de la politique de développement de l'élevage et succès des éleveurs 17

La crise d'insécurité dans le nord centrafricain avant le conflit 22

LES EFFETS DU CONFLIT SUR LA COMMUNAUTÉ MBORORO 24

La milicianisation des éleveurs mbororo, condition de leur retour 25

Une communauté entre auto-défense et banditisme rural 25

L'apogée des milices 27

Forte stigmatisation 32

La fin de la coexistence pacifique en brousse 34

Confrontation du pouvoir milicien et du pouvoir coutumier 36

Débordement des Mbororo sur les Uélé : l'ouverture d'un nouveau front pionnier pastoral 39

CONCLUSION 40

Introduction

Les Peuls Mbororo[1] assument à leur corps défendant un rôle spécifique dans le conflit centrafricain. Au début du conflit en 2013, cette population minoritaire, qui était représentée dès la formation de la Seleka, a été stigmatisée et en grande partie expulsée manu militari de Centrafrique vers le Cameroun et le Tchad. Elle a réagi à son expulsion en se milicianisant pour organiser son retour et se réapproprier les zones pastorales indispensables à la survie de son bétail. Deux groupes armés peuls ont émergé en 2014/2015 et contribué au tournant ethnique du conflit centrafricain. L'un d'entre eux est aujourd'hui le groupe armé le plus puissant et le plus honni du pays : l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC) dirigée par Ali Darassa. Ce groupe armé joue désormais un rôle de premier plan dans le conflit et nuit fortement à l'image des Peuls dans la société centrafricaine. Bien que l'UPC et les « 3 R » (Retour, Réclamation et Réhabilitation) aient signé l'accord de Khartoum le 6 février 2019[2], ils continuent à défier le gouvernement ouvertement. En juin de cette année, le leader des 3 R a repris le maquis et des affrontements ont eu lieu avec la MINUSCA et les militaires centrafricains[3]. Sur l'échelle de l'hostilité de l'opinion publique centrafricaine, seuls les Tchadiens surpassent les Peuls. À la fois victimes et bourreaux, ces derniers sont prisonniers du cercle vicieux de la violence ethnique. Mais au-delà de la *vendetta*, l'enjeu de la lutte actuelle est avant tout la reconquête de la position territoriale, sociale et économique des Peuls Mbororo qui est contestée par la violence depuis 2013/2014.

Cette note analyse le positionnement de la communauté mbororo dans le conflit centrafricain en contextualisant les dynamiques socio-politiques et économiques à l'origine de la violence intercommunautaire. Cette note repose sur une expérience de recherche de longue durée en Centrafrique (10 ans) et des entretiens réalisés à la fois en Centrafrique et au Tchad en 2019 auprès de représentants de la communauté peule et d'autres parties prenantes du conflit centrafricain.

1. On utilisera les expressions Mbororo et Peuls Mbororo indifféremment dans cette étude.
2. En application de cet accord, en 2019 leurs représentants sont entrés au gouvernement et leurs leaders ont été tous deux nommés conseillers militaires spéciaux à la primature.
3. « Centrafrique : le groupe 3R suspend sa participation à l'accord de paix », *Jeune Afrique*, 6 juin 2020, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

Pour une bonne compréhension du contexte et des dynamiques décrites dans cette note, plusieurs clarifications préalables sont nécessaires.

Plus présents en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique centrale, les Peuls sont un peuple constitué de nombreux groupes. Le nom Mbororo est donné dans la sous-région aux « Peuls de la brousse », c'est-à-dire aux Peuls qui sont restés fidèles au nomadisme pastoral, à l'inverse des Peuls sédentarisés qui sont appelés Foulbés. Les Peuls Mbororo sont organisés au sein de familles élargies qui forment plusieurs clans appelés « légal » et rassemblés autour d'un chef traditionnel, l'ardo. On compte de nombreux clans mbororo : les Djafoun, les Woodabe, les Akou, les Ouda, les Danadji, les Anagamba, etc. Si chaque famille a un ardo, seuls les Djafoun ont un lamido. Le lamido est l'équivalent d'un sultan, doté d'une autorité traditionnelle et culturelle sur l'ensemble des légnols. Au Cameroun, au Tchad et en Centrafrique, ce leadership traditionnel est reconnu par les autorités politiques du pays. Le lamido exerce la justice traditionnelle, il gère des impôts pour l'État et lève la dime pour la gestion du lamidat. Il est aussi un chef religieux qui nomme les imams et qui travaille avec les marabouts. Il garde aujourd'hui ce rôle traditionnel tout en endossant un rôle d'interface avec le gouvernement[4].

En raison de la saison sèche d'octobre/novembre à avril/mai, l'élevage bovin est transhumant selon le principe de l'*open range* (la savane n'étant pas clôturée, le bétail est libre de se déplacer pour se nourrir). On distingue la « petite » et la « grande » transhumance qui sont des indicateurs de l'origine des éleveurs. La petite transhumance a lieu à l'intérieur de la RCA et est pratiquée par des éleveurs centrafricains tandis que la grande transhumance est transfrontalière et permet au bétail venant du Tchad, du Cameroun et du Soudan de profiter de la savane centrafricaine pendant la saison sèche.

Faute de recensement et de documents d'identité, il n'y a pas de données fiables et récentes sur la population mbororo en Centrafrique. Les chiffres avancés par certains interlocuteurs ne sont que des approximations sans aucune base sérieuse[5]. Les chiffres disponibles concernant le cheptel bovin sont plus fiables mais incomplets. Ils sont basés sur les campagnes

4. D. Kintz, « Archétypes politiques peuls », *Journal des Africanistes*, vol. 55, n° 1-2, 1985, p. 93-104.

5. La FAO estime qu'il y aurait environ 250 000 éleveurs en Centrafrique. Cette estimation ne repose pas sur un recensement exhaustif et n'indique pas combien d'entre eux appartiendraient à la communauté mbororo. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, *Stratégie d'appui à la résilience 2018-2023*, Rome, 2018.

de vaccination qui ont repris depuis 2017 sous l'égide de la FAO mais qui ne concernent pas tout le territoire centrafricain en raison de l'insécurité.

Carte administrative de la République centrafricaine indiquant les préfectures et sous-préfectures

Les étapes historiques de l'implantation des Peuls Mbororo en RCA

Si la présence des Peuls en RCA est récente, elle résulte d'un mouvement multiséculaire d'expansion de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique centrale. Au cours du XXe siècle, la Centrafrique est progressivement devenue la pointe méridionale de cette expansion qui se poursuit en République Démocratique du Congo depuis le début du XXIe siècle. On distingue trois phases dans l'implantation des Peuls Mbororo en RCA qui ont façonné l'histoire de l'élevage dans ce pays. Toutefois, s'ils ont été les pionniers de l'élevage bovin transhumant en RCA, ils ne sont plus les seuls acteurs de ce secteur depuis la fin du XXe siècle. Depuis que des éleveurs nomades arabes en provenance du Tchad et du Soudan s'invitent de façon plus ou moins permanente dans les pâturages du nord et l'est de la RCA, le monde pastoral centrafricain n'est plus *stricto sensu* un « Mbororoland ».

L'ouverture d'un nouveau front pastoral au centre de l'Afrique

Pendant la seconde moitié du XIXe siècle, le nord-ouest de la Centrafrique était sous l'influence du royaume foulbé de Ngaoundere, la capitale de l'Adamaoua[6]. Ce royaume était l'intermédiaire commercial entre les royaumes de Sokoto et de Yola au nord du Nigeria et le nord-ouest centrafricain. Le lamidat de Ngaoundere a prospéré en étendant son influence vers l'est, c'est-à-dire en organisant le commerce des esclaves et de l'ivoire et en vassalisant les tribus de cette zone, notamment les Gbaya qui lui payaient un tribut et lui fournissaient des esclaves. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le territoire centrafricain était devenu un eldorado pour les négriers qui approvisionnaient deux grands marchés aux esclaves : celui de Khartoum au Soudan et celui de Sokoto au nord du Nigeria. Une chaîne de royaumes peuls foulbés vassaux les uns des autres

6. T. Takou, « Guerre, pouvoir et société dans les lamidats peuls du Nord-Cameroun : le cas du lamidat de Ngaoundéré au XIXe siècle », *in* B. Salvaing (dir.), *Pouvoirs anciens, pouvoirs modernes de l'Afrique d'aujourd'hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 93-106.

reliait le grand califat de Sokoto aux lamidats de Ngaoundere et de Rey Bouba et formait la route nigériane de l'esclavage. Ces royaumes avaient l'habitude d'effectuer des razzias dans l'ouest centrafricain. Avant d'être stoppée par les troupes coloniales allemandes en 1901, l'expansion du royaume de Ngaoundere s'était traduite par la création d'avant-postes pour les raids esclavagistes dans le Nord-Ouest centrafricain (par exemple, l'actuelle commune frontalière de Koundé dans la sous-préfecture de Baboua) et par l'intégration culturelle et commerciale d'une partie des Gbaya et des Mboum dans la sphère d'influence peule[7]. Après avoir pénétré au Nord-Cameroun au milieu du XIXe siècle, les Mbororo ont emprunté cette première voie commerciale structurée par les royaumes peuls foulbés pour entrer dans le nord-ouest centrafricain.

Venus des hauts plateaux de l'Adamaoua au Cameroun voisin, les premiers pasteurs mbororo menés par le ardo Idje du clan des Djafoun ont pris pied en RCA au début du XXe siècle. Malgré un écart d'une dizaine d'années entre la mémoire collective peule et l'historiographie, il est avéré que les premiers mbororo sont arrivés dans les années 1920 entre Koundé et les chutes Lancrenon[8]. Ce déplacement initial relevait autant de la recherche de nouveaux pâturages que de la volonté de s'émanciper des lamidos foulbés. Le massif de Yadé situé dans les actuelles préfectures de l'Ouham-Pende et de la Nana-Mambere a été leur porte d'entrée dans l'Oubangui-Chari et leur zone d'implantation historique. Outre le fait qu'il était peu peuplé en raison des raids esclavagistes, ce plateau présentait l'avantage d'être épargné par la trypanosomiase (ou maladie du sommeil) contrairement aux savanes humides plus basses où pullulaient les glossines[9]. La lutte contre cette maladie qui affectait bêtes et hommes devint une priorité des autorités sanitaires coloniales dès sa découverte scientifique au début du XXe siècle. À partir de 1890, Pierre Savorgnan de Brazza identifia lors de son exploration la Haute-Sangha au confluent des rivières Kadeï et Mambéré, dans le sud-ouest de l'Oubangui-Chari, comme un foyer de la trypanosomiase. Les zones de Bouca, Sibut et Kaga Bandoro ont aussi été identifiées comme telles au début du XXe siècle et le célèbre Dr. Jamot qui dirigea la mission de lutte contre la maladie du

7. Après avoir été razziés, les Gbaya du nord s'allièrent avec les Foulbé pour leur fournir des esclaves pris chez leurs voisins. P. Burnham, *The Politics of Cultural Difference in Northern Cameroon*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1996.
8. La mémoire collective peule fait remonter la première tentative d'implantation avant la Première Guerre mondiale. Entretien avec le lamido Issabi Amadou, Bangui, 2018, *Les Peulhs Mbororo de Centrafrique, une communauté qui souffre*, Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peulhs de Centrafrique, juin 2015.
9. Les trypanosomoses sont transmises par les glossines (ou mouches tsé-tsé).

sommeil au Cameroun voisin a d'abord expérimenté son traitement dans l'Oubangui-Chari à Bouca[10].

La première chefferie peule en RCA créée par le ardo djafoun Idjé s'est installée dans ce qui est devenu plus tard la commune rurale d'élevage de la préfecture de Nana-Mambéré : Niem Yelewa. À partir du massif de Yadé, les Mbororo ont essaimé vers le sud en direction de Carnot et Bangui avec la bénédiction des autorités coloniales qui voulaient favoriser l'élevage et les exonérèrent donc de l'impôt sur le bétail, à l'inverse de ce qui se pratiquait au Cameroun voisin. Le Service de l'Élevage étant créé dans la colonie en 1932, les Mbororo furent encouragés par les autorités coloniales à s'implanter au centre du pays, dans la zone de Bambari, Ippy et Alindao. Après le nord-ouest, cette zone fut la seconde à être ouverte à l'élevage en 1939. Des éleveurs s'installèrent aussi à Yaloké, Bossembele et Boda dans les préfectures actuelles de la Lobaye et de l'Ombella-Mpoko. Les Djafoun furent le premier clan mbororo à s'implanter en RCA suivi de peu par les Woodabé. Ces deux clans sont donc considérés comme les clans mbororo historiques[11].

La création d'un secteur économique par le pouvoir colonial

Après la seconde guerre mondiale, les Mbororo passèrent de l'installation spontanée à l'installation organisée dans ce vaste territoire vide de population mais plein de mouches tsé-tsé. Alors que les autorités coloniales s'étaient contentées de mesures incitatives pour encourager l'élevage (exonération de la taxe sur le bétail), elles mirent en œuvre une véritable politique de développement de l'élevage bovin sous la conduite du vétérinaire Desrotour – parallèlement à la lutte de la maladie du sommeil parmi les populations d'Afrique centrale[12]. Resté dans les mémoires comme le fondateur de l'élevage centrafricain et surnommé à ce titre le « père

10. La lutte contre la maladie du sommeil a fait l'objet d'une importante historiographie. Citons sans souci d'exhaustivité : J-P. Dozon, « Quand les pastoriens traquaient la maladie du sommeil », *Sciences sociales et Santé*, n° 3-4, 1985, p. 27-56 ; F.J. Louis et P.P. Simarro, « Les difficiles débuts de la lutte contre la maladie du sommeil en Afrique Equatoriale Française », *Médecine Tropicale,* vol. 65, 2005, pp. 251-257. Le Dr Jamot qui a laissé son nom dans l'histoire de la médecine tropicale a dirigé une mission spéciale de lutte contre cette maladie au Cameroun voisin de 1926 à 1932. N. Monteillet, « De la méthode Jamot à la médecine de rue, action mobile d'urgence et action sanitaire de fond au Cameroun », *Politique Africaine*, n° 103, 2006, p. 127-142.

11. Sur l'histoire des Woodabé en Centrafrique, lire J. Boutrais, « Les savanes humides, dernier refuge pastoral : l'exemple des Woodabe, Mbororo de Centrafrique », Genève-Afrique, n° 1, 1990.

12. Sur ce sujet, lire G. Lachenal, *Le Médecin qui voulut être roi, sur les traces d'une utopie coloniale*, Paris, Seuil, 2017.

des Mbororo »[13], il organisa le service de l'élevage avec comme priorités la protection sanitaire du bétail et l'organisation d'une filière commerciale afin d'alimenter Bangui, les villes de l'ouest (Bouar, Berbérati, Carnot, Bozoum, etc.) et même Brazzaville et Kinshasa[14].

La vaccination du bétail et la lutte contre les glossines étaient essentielles pour éviter les épidémies bovines et étendre les zones d'élevage en permettant au bétail de descendre des plateaux vers les savanes humides où régnait alors la trypanosomiase. C'est grâce aux progrès dans la lutte contre cette maladie qu'une partie du sud-ouest forestier à partir de Carnot, foyer de la trypanosomiase, put devenir une zone de pâturages pour le bétail du nord-ouest. L'implantation de centres vétérinaires, de bains détiqueurs, la vaccination du bétail et la création de deux zones pour sédentariser les pasteurs mbororo (autour de Bambari au centre du pays et autour de Bocaranga et Bouar dans l'angle nord-ouest) furent mises en place dans les années 1950 et des races de bovins trypano-tolérantes (les ndamas et les baoulés) furent importées de Côte d'Ivoire en 1955. C'est aussi à cette époque que les premières réunions de transhumance eurent lieu. Les autorités administratives, les vétérinaires et les principaux chefs mbororo y déterminaient les itinéraires à suivre durant la saison sèche[15]. Dans le cadre de la régulation de la transhumance, le long de la frontière entre le Tchad et la Centrafrique furent installés des postes de contrôle vétérinaire avec parcs de traitement et bains détiqueurs. La politique d'élevage menée à la fin de la colonisation démontra que, compte tenu d'un environnement difficile sur le plan sanitaire, le potentiel de la Centrafrique pour l'élevage ne pouvait être valorisé que grâce à un encadrement vétérinaire rigoureux – ce qui fut rappelé brutalement par l'épidémie de péripneumonie bovine en 1958-60[16]. Cette politique d'élevage fut mise en œuvre en même temps qu'une politique de diffusion de la culture attelée et de développement du coton dans la paysannerie du nord-ouest. À la fin des années 1950, les trois zones d'élevage bovin en RCA étaient :

13. Sa biographie a été récemment publiée : P. Martin-Granel, « Jean Desrotour, Baba ti Mbororo, Le père des Mbororo », Salinelles, Éditions L'aucèu libre, 2014. On peut lire son récit d'une campagne de lutte contre les glossines menées au début des années 1960 dans la sous-préfecture de Baboua : P. Yvoré, J. Desrotour, J. Laurent, P. Finelle, « Essai d'assainissement d'une zone infestée par Glossina fuscipes Newst en République Centrafricaine », *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, vol. 15, n°4, 1962, p. 403-410.

14. L'exportation du bétail à partir de Bangui vers ces deux capitales se pratiquent encore de nos jours souvent par la voie fluviale mais sans que les volumes soient connus.

15. Pendant la saison sèche, le bétail doit se déplacer vers le sud pour trouver des pâturages encore abondants.

16. J-B. Suchel, « L'élevage des bovins en République Centrafricaine (ex Oubangui-Chari) », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 20, n° 78, 1967, p. 137-149.

- Le nord-ouest (les sous-préfectures de Bouar, Bocaranga et Baboua) ;
- Le centre-ouest (les sous-préfectures de Bossembélé, Boda et Yaloké) ;
- Et le centre (les sous-préfectures de Bambari, d'Alindao et de Kembé).

Dans les années 1960, le gouvernement de la République centrafricaine nouvellement indépendante poursuivit la politique de développement de l'élevage des années 1950. Les zones d'élevage devinrent des « communes d'élevage » afin d'inciter les éleveurs à la sédentarisation, de sécuriser leur accès au foncier et d'augmenter le cheptel. Dans les années 1960, cinq communes d'élevage administrées par des chefs coutumiers mbororo reconnus par le gouvernement furent officiellement créées : Koui, Niem-Yelewa, Gaudrot au nord-ouest, et Ouro-Djafun et Ewou-Yambélé au centre. Deux autres communes d'élevage dans la Basse-Kotto et l'Ombella-Mpoko furent créées plus tard, portant à sept le nombre des communes d'élevage en RCA. Elles continuèrent à bénéficier d'infrastructures zoo-sanitaires (centres vétérinaires, bains détiqueurs…), de campagnes de vaccination avec des soins gratuits aux animaux, de mesures très rigoureuses de police sanitaire et de réglementation des transhumances et de stations de recherches vétérinaires et zootechniques. Mais l'encadrement vétérinaire rigoureux qui avait rendu possible le développement de l'élevage bovin commença à décliner à partir de 1970 quand Jean Desrotour et son équipe furent expulsés par le régime de Bokassa désireux de mettre en place sa propre réforme agraire.

Mairie de la commune d'élevage de De Gaulle

Photo de l'auteur, novembre 2019.

Le paradoxe des dernières décennies du XXe siècle : extension et dérégulation du pastoralisme

À partir des années 1970 et 1980, les éleveurs se sont disséminés dans d'autres parties du pays auparavant jugées insalubres pour le bétail. Les Mbororo ne se sont plus contentés des communes d'élevage et se sont dispersés tandis que de nouveaux éleveurs étrangers (mbororo et arabe) ont pénétré en Centrafrique en provenance du Tchad et du Soudan. Grandement facilité par la diffusion des médicaments vétérinaires qui a compensé en partie la disparition de l'encadrement vétérinaire[17], ce nouveau pastoralisme a considérablement étendu et compliqué le système d'élevage qui se limitait alors à l'ouest et au centre du pays. Comme expliqué dans les prochains paragraphes, durant les 30 dernières années du XXe siècle, la Centrafrique a connu un double mouvement d'extension du pastoralisme de l'ouest vers l'est et du nord au sud, aux causes multiples et qui a échappé à tout contrôle. Ce double mouvement s'est effectué dans un contexte d'effondrement progressif des capacités régulatrices de l'État et de dés-administration du territoire centrafricain. Depuis le début du XXIe siècle, cette extension du pastoralisme se prolonge en République démocratique du Congo dans une ambiance très conflictuelle[18].

La diffusion ouest-est

Plusieurs raisons ont conduit les pasteurs des communes d'élevage à quitter les espaces pastoraux administrés (les communes d'élevage) : la croissance de leur cheptel, la dégradation des pâturages, le déclin de l'encadrement vétérinaire, le désir d'échapper aux impôts des ardo qui se sont progressivement constitués en une « aristocratie d'éleveurs » et leur attachement au mode de vie nomade. Entre 1970 et 1990, les savanes de l'ouest et du centre du pays se sont peuplés d'éleveurs mbororo venus du nord-ouest. Certains ont été jusqu'à la lisière de la forêt tropicale : ils ont pris leurs habitudes de transhumance dans les sous-préfectures d'Amada-Gaza et d'Abba, ont créé la zone pastorale de Béa-Panzi, à l'extrême sud-ouest forestier,

17. Avant chaque transhumance, les commerçants des villes de province font des stocks de ces médicaments vétérinaires en provenance d'Inde et de Chine. Observation de l'auteur, Batangafo, novembre 2019.
18. « RDC : 194 enlèvements en neuf mois dans le nord-est », *Jeune Afrique*, 8 octobre 2019.

en pays pygmée, et ont fait une première incursion malheureuse au Zaïre en 1983[19]. Ils ont aussi gagné la partie orientale de la RCA qui était réservée à la chasse à l'époque coloniale, a une très faible densité et où ils ont rencontré les transhumants tchadiens et soudanais. Ainsi la création du quartier peul de Bria, Gobolo, remonte aux années 1980[20].

La diffusion nord-sud

Suite aux grandes sècheresses de 1973 et 1984, aux guerres civiles du Tchad et du fait de l'abondance en pâturages et en eau en RCA, les mouvements transfrontaliers de pasteurs étrangers en Centrafrique se sont considérablement intensifiés au cours de trois dernières décennies du XXe siècle. Après l'implantation historique des Mbororo djafoun et woodabé venus du Cameroun, d'autres pasteurs mbororo mais aussi arabes sont venus du Tchad et du Soudan à la recherche de pâturages pour leur bétail. Certains se sont installés durablement en RCA tandis que d'autres continuent de pratiquer la transhumance entre les deux pays pendant la saison sèche dans les régions septentrionales frontalières entre la RCA et le Tchad (Ouham Pende, Ouham, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haute-Kotto). La zone de Birao, qui ne connaissait qu'une transhumance de saison sèche par des troupeaux venant du Soudan voisin, est ainsi progressivement devenue une zone d'installation permanente des éleveurs à partir des années 1970. Deux clans mbororo ont fait leur apparition en RCA après la grande sécheresse de 1973 : celui des Danadji, originaire en partie du Nigeria et en partie du Tchad, et celui des Ouda, originaire du Tchad, du Nigeria et du Niger et qui s'est installé dans la Haute-Kotto et la Nana-Grebizi.

Ces nouvelles migrations saisonnières pour certaines et permanentes pour d'autres ont singulièrement complexifié le peuplement et la dynamique pastorale de la partie septentrionale de la Centrafrique. En effet, alors que cet espace était initialement une zone de refuge pour les pasteurs soudanais et tchadiens face aux nombreux épisodes de violence depuis les années 1970 et aux sécheresses exceptionnelles dans leurs pays respectifs, il est maintenant devenu indispensable pour ces éleveurs et est pleinement intégré au système pastoral sous-régional que forment le sud du Darfour et le sud tchadien. Les éleveurs du Tchad et du Darfour considèrent cet espace comme étant vital face à la détérioration de leurs conditions de vie dans leurs pays respectifs[21]. Par conséquent, la

19. Ils ont été violemment repoussés par l'armée zaïroise.
20. Entretien avec le ardo, Bria, août 2017.
21. Entretien avec des éleveurs au sud du Tchad, 2019.

composition des communautés d'éleveurs présentes en Centrafrique est devenue de plus en plus hétérogène : les nouveaux clans mbororo côtoient les pasteurs arabes et l'implantation de ces deux communautés d'éleveurs s'effectue sans contrôle ni gestion par les autorités centrafricaines. Passée largement inaperçue, la descente des populations sahéliennes vers le sud se traduit par leur installation permanente dans la partie septentrionale de la Centrafrique où s'intensifie une double concurrence : concurrence entre communautés migrantes et concurrence entre elles et les communautés autochtones. Ainsi, selon des pasteurs interrogés dans le département de la Grande Sido au sud du Tchad, il y aurait maintenant « plus de Salamat au nord de la RCA qu'au Tchad »[22]. L'afflux massif des transhumants arrivant du Tchad et du Soudan résulte d'un ensemble de causes structurelles dans leurs régions d'origine (réchauffement climatique, évolution défavorable du rapport entre population et ressources, développement du pastoralisme d'investissement[23], guerres et insécurité durable, etc.) qui les rendent de moins en moins attractives, comme l'a montré la série de conflits intercommunautaires au Tchad en 2019[24].

En un siècle, l'expansion des Mbororo les a conduits à traverser tout le pays. Entrés par l'angle nord-ouest au début du XXe siècle, ils ont atteint son angle sud-est (le Haut Mbomou) au début du XXIe siècle, d'où ils sont passés en RDC. Ils ont créé un marché à bétail dans la ville frontalière de Mboki et les premiers groupes ont franchi la frontière congolo-centrafricaine pour faire paître leur bétail dans les Uélé au début du XXIe siècle. Leur présence dans les provinces du Bas et du Haut Uélé s'est intensifiée depuis le début du conflit centrafricain et suscite, à son tour, des conflits avec les autorités et communautés congolaises qui considèrent être face à une « invasion »[25].

22. Le Salamat est une région du sud tchadien qui borde la Centrafrique. Entretiens de l'auteur avec des pasteurs, Maro, Tchad, 2019.
23. Le pastoralisme d'investissement est aussi appelé néo-pastoralisme. Loin d'être uniquement une activité de subsistance familiale, l'élevage pastoral est aussi devenu une opportunité d'investissement pour une élite urbaine qui cherche à diversifier son capital. Ainsi, au Tchad, des commerçants, des fonctionnaires, des militaires, des imams, etc. achètent du bétail et le confient à des pasteurs qui effectuent la transhumance. Entretiens avec des acteurs économiques, Ndjamena, 2019.
24. *Éviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad*, International Crisis Group 30 décembre 2019.
25. *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, International Crisis Group, 1er avril 2014.

La dérégulation du pastoralisme et ses conséquences déstabilisatrices

Échec de la politique de développement de l'élevage et succès des éleveurs

Après une éclipse de l'assistance internationale de 1970 à 1979, les gouvernements qui ont succédé au régime fantasque de Bokassa ont fait appel aux bailleurs pour la relance d'une politique d'élevage et la constitution d'une filière d'approvisionnement en viande[26]. À partir des années 1980, la Banque mondiale et ce qui s'appelait alors la Communauté Économique Européenne ont soutenu la structuration d'une filière économique initiée par le pouvoir colonial. Dans ce cadre, les éleveurs centrafricains ont organisé des Groupements d'Intérêts Pastoraux (GIP) et créé en 1985 une entité socio-professionnelle pour les représenter : la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC)[27]. Financée par la carte d'éleveur et les campagnes de vaccination du bétail, la FNEC était chargée d'être l'interface avec les administrations et de défendre les intérêts des éleveurs. Comme souvent dans les organisations socio-professionnelles, le pouvoir y était détenu par les acteurs économiques dominants. Or les grands éleveurs se trouvaient être aussi les principaux ardos et maires des communes d'élevage. Ceux-ci cumulaient ainsi pouvoir coutumier, pouvoir administratif et pouvoir économique. Toujours afin de structurer la filière de l'élevage, d'autres associations socio-professionnelles complémentaires ont émergé : l'Association Centrafricaine des Commerçants de Bétail (ACCB, 1991) puis l'Association des Commerçants de Bétail Centrafricain (ACOBECA, 1998).

26. En Centrafrique, la politique de l'élevage n'a toujours eu qu'une seule finalité : l'approvisionnement en viande de boucherie. La seule exception est la ferme de Sarki créée par la famille Chaudorge à l'époque coloniale dans la commune d'élevage de De Gaulle, qui était dotée d'une laiterie pour produire du beurre et du fromage et dont l'un des débouchés était la garnison militaire de Bouar. Cette expérience pilote n'a pas fait d'émules. Entretien avec les autorités locales, De Gaulle, 2019. J-B. Suchel, « L'élevage des bovins en République Centrafricaine (ex Oubangui-Chari) », Les Cahiers d'Outre-Mer, *op. cit.*

27. Elle a succédé à l'Association Nationale des Éleveurs Centrafricains créée en 1973 mais qui a manqué de dynamisme.

Représentant de la FNEC à Batangafo

Photo de l'auteur, novembre 2019.

Les éleveurs se trouvant à l'étroit dans les communes d'élevage et leur dispersion provoquant d'inévitables frictions avec les agriculteurs, la politique nationale de développement de l'élevage soutenue par les bailleurs a oscillé entre deux paradigmes pour structurer l'espace pastoral, sans réussite : la séparation entre éleveurs et agriculteurs d'une part, et la gestion partagée d'un espace commun, d'autre part. Paradoxalement l'expansion continue, dans presque toutes les préfectures, du pastoralisme pendant cette période témoignait de son échec[28].

Les Zones d'Action Agropastorales (ZAGROP) incarnaient le premier paradigme. L'approche consistait en la délimitation des zones d'une superficie d'un maximum de 50 000 à 100 000 ha, devant être localisées dans des zones majoritairement peuplées par les éleveurs. Ce zonage impliquait l'attribution aux éleveurs d'un titre foncier familial sur cet espace, consacré par des décrets présidentiels, puis le plein droit de la nationalité centrafricaine. L'objectif était double : premièrement, il s'agissait de garantir aux éleveurs l'utilisation définitive des pâturages délimités, sans que cette utilisation soit

28. Sur l'histoire de la politique de l'élevage après l'indépendance, lire G.-F. Ankogui-Mpoko et T. Vircoulon, *La transhumance en Centrafrique : une analyse multidimensionnelle*, Fonds Békou, Union européenne, mars 2018.

remise en cause sous la pression agricole. Deuxièmement, le but était de faire en sorte que les éleveurs y jouissent d'un droit d'exploitation exclusif, c'est-à-dire qu'ils puissent refuser l'accès à des tierces parties (transhumants externes). Sur les dix-huit ZAGROP prévues par les autorités, seulement cinq furent créées. Après les ZAGROP, le gouvernement a promu la création d'Unités Pastorales (UP), basées sur les groupements d'éleveurs plus restreints. Les UP devraient comprendre quatre ou cinq familles d'éleveurs d'une même lignée, possédant entre 300 et 500 têtes de bétail, et un territoire de 2 500 à 5 000 hectares. Mais à cause des problèmes techniques et organisationnels, seulement deux UP furent officialisées.

À partir du constat qu'aucune gestion durable de l'espace ne pouvait réussir sans la participation de l'autre catégorie de la population rurale (les cultivateurs), le gouvernement a finalement opté en 1995 pour une meilleure prise en compte des agriculteurs à travers la création d'Associations Éleveurs-Agriculteurs (AEA) et la gestion conjointe de l'espace agropastoral commun. Il ne s'agissait plus de séparer l'élevage et l'agriculture mais de les penser et les gérer comme des activités complémentaires. Fondées sur le principe d'une gestion participative de l'espace rural par les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs, les AEA devaient régler les conflits entre les deux groupes (dévastation des champs, tueries de bétail, etc.). Suite aux mutineries de 1996 et 1997, à la déliquescence progressive de l'État et aux difficultés associées à la gestion du projet, les décaissements ont été arrêtés en 1997.

Du fait de l'affaiblissement et de la désorganisation de l'administration centrafricaine initiés pendant la présidence d'Ange-Félix Patassé, aucun des projets de soutien à l'élevage n'a pu atteindre ses objectifs. Les mutineries de 1996 et 1997 puis la période de troubles (2001-2003) et le règne de François Bozizé ont laissé l'État exsangue. La progressive déperdition de ses moyens financiers et humains (non payés pendant plusieurs mois, beaucoup de fonctionnaires sont partis vendre leurs compétences ailleurs) et le désengagement de la coopération française en ont fait un « État fantôme » incapable de mettre en œuvre la moindre politique. Dès 2007, International Crisis Group attirait en vain l'attention sur le fait que l'État devenait une coquille vide et, selon l'expression locale, « n'existait plus au-delà de PK12 »[29]. En 2012, seulement deux des cinq ZAGROP étaient encore fonctionnelles ; seules deux UP et trois AEA ont pu être créées. L'Agence Nationale de Développement de

29. « République Centrafricaine : anatomie d'un État fantôme », International Crisis Group, 13 décembre 2007.

l'Élevage et les services vétérinaires n'étant plus fonctionnels, la politique de l'élevage a été réduite à des vœux pieux[30].

In fine, les deux dernières décennies du XXe siècle ont eu des effets paradoxaux sur les éleveurs mbororo dont :

- Leur intégration juridique à la République centrafricaine, certains ayant obtenu la nationalité centrafricaine ;
- Les prémices de la sédentarisation près des itinéraires de transhumance et des villes de province et la paupérisation des éleveurs[31] ;
- La formation d'une élite d'éleveurs intégrés dans le système administratif centrafricain en tant que maires des communes d'élevage et représentants de la FNEC dans les préfectures ;
- La fin des communes d'élevage comme sanctuaires pastoraux et l'expansion du pastoralisme à presque tout le pays, jusqu'au sud forestier ;
- Le non-respect des corridors de transhumance, l'intensification de la transhumance transfrontalière et le bouleversement de l'équilibre entre agriculture sédentaire et élevage transhumant.

La disparition de la régulation par l'État du pastoralisme a été passée par pertes et profits et n'a suscité aucun débat. En fait, ces conséquences n'ont été ni anticipées ni perçues au début du XXIe siècle mais ont révélé leur potentiel déstabilisateur avec le conflit actuel. Le dérèglement spatial du pastoralisme a permis au cheptel de croître et à l'élevage de devenir la première ressource économique des zones rurales. Cependant, la transformation de la Centrafrique en un immense paradis pastoral « où l'herbe ne finit

30. Faute de budgets de fonctionnement, leur personnel a privatisé ses services ou s'est reconverti et leurs infrastructures sont tombées en ruine. Cette évolution a été générale dans tous les secteurs publics, y compris les services de sécurité.

31. La paupérisation des éleveurs et leur sédentarisation sont des phénomènes étroitement liés qui ont commencé après la peste bovine de 1983. Du fait de la diminution de leurs troupeaux, ils ont été contraints à abandonner l'élevage ou à diversifier leurs activités. Au début de ce siècle, le chercheur Claude Arditi faisait le constat de la réduction du nombre d'éleveurs purs et du développement de la poly-activité parmi les Mbororo (éleveurs-agriculteurs, éleveurs-commerçants, etc.). C. Arditi, « La paupérisation des éleveurs peuls de RCA », *Élevage et pauvreté : actes de l'atelier-recherche CIRAD*, Montpellier, les 11 et 12 septembre 2003. G. Duteurtre et B. Faye (dir.), Certaines villes de province ont ainsi vu se former des quartiers peuls (par exemple, le quartier Gobolo à Bria dans la Haute-Kotto ou le quartier Simbal à Paoua dans l'Ouham Pendé). Ces quartiers étaient souvent initialement des campements d'éleveurs qui s'installaient périodiquement à proximité d'une ville pour vendre leur bétail aux bouchers et qui se sont progressivement sédentarisés. On assiste à ce phénomène à Obo avec l'installation depuis peu d'une petite communauté mbororo composée de quelques familles. Observations et entretiens avec des autorités locales et des membres de la société civile, Bria (2017), Obo (2018), Paoua (2019).

jamais »[32] n'était pas exempte d'importants effets pervers complètement négligés :

- La prolifération des maladies (comme la peste bovine en 1983 et la péripneumonie contagieuse bovine qui fait encore des ravages),
- L'érosion des échanges solidaires entre communautés d'éleveurs et d'agriculteurs[33],
- La hausse des tensions agropastorales consécutives aux compétitions autour du foncier et aux problèmes de cohabitation entre les pasteurs et les communautés autochtones,
- Et, *in fine*, la transformation d'une partie importante du territoire centrafricain en Far West pastoral.

Avant la chute du régime de Bozizé en 2013, une conflictualité de brousse caractérisait les provinces centrafricaines les plus concernées par la transhumance et opposait plusieurs catégories d'acteurs : violences entre communautés d'éleveurs (notamment dues aux vols de bétail), violences entre agriculteurs et éleveurs[34] et violences entre éleveurs transhumants et bandits de grand chemin appelés les « zaraguinas »[35]. Fréquentes mais invisibles car loin dans la brousse, au-delà du champ de vision du gouvernement et des donateurs, ces violences sont saisonnières et inscrites dans les mémoires rurales. Elles ont détruit le système des échanges solidaires entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs et renvoyé dans le domaine des utopies l'idée d'une complémentarité harmonieuse entre ces deux activités. Ces tensions ont défini une géographie de l'insécurité couvrant tout le nord de la RCA et les itinéraires de transhumance, c'est-à-dire des espaces abandonnés par les forces de sécurité centrafricaines et peuplés d'hommes en armes.

32. C. Seignobos, « Changer l'identité du bétail ? Modifier ou enrichir les pâturages ? Le nouveau dilemme des éleveurs mbororo, Cameroun, RCA et Tchad », *in* L. Seiny-Boukar, P. Boumard, *Savanes africaines en développement : innover pour durer*, Cirad, 2010.
33. Sur les échanges et les complémentarités entre éleveurs et agriculteurs en Centrafrique, lire P. Roulon-Doko, « Mon amie Mbororo, vingt ans de contact Gbaya-Mbororo », *in* Baumgardt U. et J. Derive (dir.), *Paroles nomades, écrits d'ethnolinguistique africaine*, Karthala, 2005. Le *soobaajo* représente une relation amicale et d'entraide entre un peul et un gbaya qui, dans le langage des interviewés, s'exprime par « au village chaque Peul a son ami Gbaya et chaque Gbaya a son ami Peul ». Cela signifie que le villageois gbaya aide à la construction des maisons et des enclos à bétail de son voisin peul et que ce dernier fait des dons en bétail à son voisin gbaya. T. Vircoulon, *Analyse de la dynamique de conflit dans la zone d'intervention de Mercy Corps (Nana-Mambéré)*, Mercy Corps, août 2017.
34. G.F. Ankogui-Mpoko, M. Banzahaf, P. Douma, « Les conflits agriculteurs éleveurs », Rapport de mission d'étude sur les conflits en RCA, *FNEC*, Bangui, février-mars 2004.
35. C. Seignobos, « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun », *Afrique Contemporaine*, n° 239, 2011, p. 35-59.

La crise d'insécurité dans le nord centrafricain avant le conflit

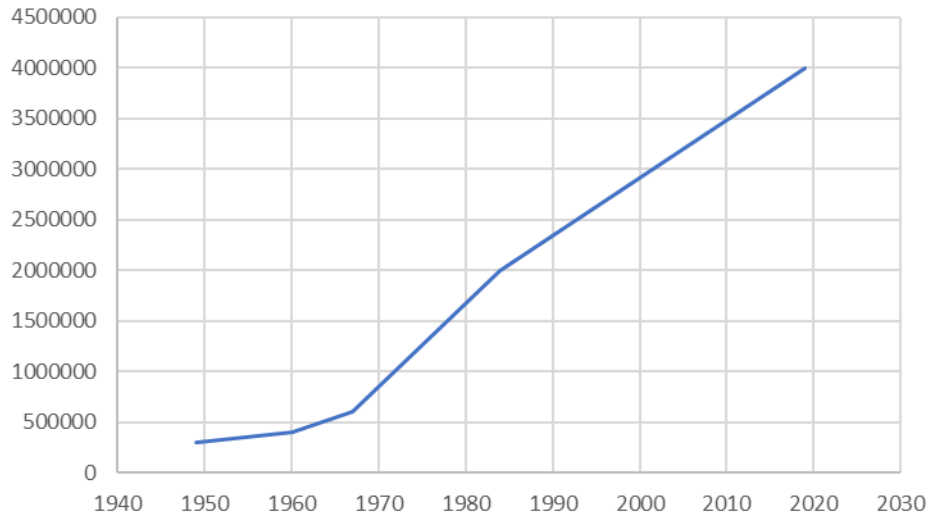
Outre les groupes armés du nord-est qui ont émergé en 2006-2008[36], deux catégories d'acteurs ont joué un rôle clé dans cette insécurité : les bouviers armés tchadiens et soudanais et les zaraguinas. Nombreux à faire la transhumance en RCA et à la tête de grands troupeaux, les premiers se singularisent par leur armement de guerre. Non seulement ils viennent de régions où les Kalachnikov sont bon marché mais ces bouviers tantôt mbororo tantôt arabes travaillent aussi très souvent pour des militaires tchadiens et soudanais qui sont devenus de grands éleveurs et leur fournissent l'armement nécessaire à la protection du bétail. Cette sécurisation va parfois même jusqu'à l'intervention directe de l'armée tchadienne pour récupérer du bétail volé et punir des voleurs en territoire centrafricain. Dotés d'un bon armement et disposant de renforts militaires en cas de besoin, ces bouviers sont craints à la fois des communautés villageoises et des éleveurs centrafricains qui les évitent autant que possible. Ils sont accusés de pratiquer le braconnage, le brigandage et même le vol de bétail – crime dans lequel les Mbororo ouda sont censés exceller[37]. Il y a donc un lien direct entre le statut socio-professionnel des propriétaires de bétail et la violence de la transhumance.

Composés de soldats tchadiens démobilisés, d'éleveurs ouda désargentés et d'autres groupes ethniques transfrontaliers entre Tchad, Centrafrique et Cameroun, les zaraguinas opéraient dans la zone grise du nord-ouest entre ces trois pays et le long de la frontière centrafricano-tchadienne. Ce brigandage rural réunissait les jeunes défavorisés des sociétés rurales en des formations sociales séparées et plus ou moins permanentes (cadets des familles mbororo sans héritage, soldats de fortune, orphelins en errance, enfants en rupture avec leur famille, etc.). Après les braquages de camions et de taxis qui leur valurent l'appellation de coupeurs de route, les zaraguinas s'en prirent aux éleveurs mbororo qui devinrent leur cible prioritaire. Outre le vol de bétail qu'ils ont pratiqué à une échelle inconnue jusqu'alors, les zaraguinas se mirent à kidnapper les enfants des éleveurs et à exiger des rançons. Ce brigandage rural prit une telle ampleur qu'il donna lieu à une véritable crise d'insécurité pour la communauté des éleveurs et déborda de la Centrafrique au nord du Cameroun. Entre 2005 et 2007, l'insécurité des zaraguinas a mis fin à certains marchés de bétail (comme Ngaoui qui était le principal

36. Il s'agit de la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix et de l'Union des Forces Démocratique pour le Rassemblement. *République Centrafricaine : anatomie d'un État fantôme,* International Crisis Group, 13 décembre 2007.
37. Ce clan mbororo a une solide réputation de voleur de bétails dans toute la sous-région. Entretiens avec des éleveurs centrafricains et tchadiens, 2019.

marché de bétail dans la zone des trois frontières entre la RCA, le Tchad et le Cameroun) et poussé des milliers d'éleveurs mbororo à fuir au Cameroun et au Tchad. Environ 20 000 trouvèrent refuge dans la région de Goré au Tchad et environ 70 000 entre Bertoua et Touboro dans l'est du Cameroun[38]. La gendarmerie étant incapable de faire face, les autorités camerounaises et centrafricaines durent déployer l'armée pour réduire ce brigandage. Mais si la militarisation de la lutte contre le banditisme fut efficace au nord du Cameroun, ce ne fut pas le cas au nord de la Centrafrique où les zaraguinas continuèrent leurs méfaits. Les Mbororo se retrouvèrent des deux côtés de cette crise de sécurité : en tant que victimes et bourreaux car la sociologie hétérogène de ces bandes de brigands révélait dans leurs rangs des Mbororo ouda. Cette épidémie de brigandage impacta fortement les éleveurs Mbororo et fut un facteur supplémentaire de paupérisation, ceux-ci perdant leur bétail par le vol ou pour payer les rançons[39].

Évolution du cheptel bovin centrafricain



Source : graphique conçu à partir de plusieurs articles mentionnés dans la note.

38. C. Seignobos, « La question mbororo, réfugiés de la RCA au Cameroun », GRED - Gouvernance, Risque, Environnement, Développement, septembre 2008.
39. C. Seignobos, « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun », *Afrique Contemporaine*, vol. 3, n° 239, 2011, p. 35-59.

Les effets du conflit sur la communauté mbororo

À la fin de l'année 2013, dans l'ouest centrafricain, la chute de la Seleka a donné lieu à une chasse aux musulmans en général et aux Mbororo en particulier. Les milices anti-balaka ont fait régner une ambiance de nettoyage non pas ethnique mais religieux dans l'ouest centrafricain de la fin de l'année 2013 à 2015. Leur discours de haine mettait en avant l'allochtonie des musulmans et des Mbororo « qui n'avaient rien à faire en Centrafrique »[40]. Les éleveurs mbororo ont dû alors fuir vers le Cameroun et le Tchad. Sur la route de l'exil, certains ont été piégés dans des enclaves de triste mémoire comme à Yaloké dans la préfecture de l'Ombella-Mpoko qui devint le symbole du sort des musulmans en Centrafrique[41]. Le conflit a brutalement libéré le potentiel de haine à l'égard de cette communauté à la fois décriée pour son allochtonie et enviée pour son bétail, la richesse des pauvres[42]. Depuis lors les tueries ont répliqué aux tueries selon le cycle aveugle de la *vendetta* et l'insécurité a profondément impacté l'activité pastorale[43]. La généralisation de la violence a quatre impacts majeurs sur la communauté mbororo :

- Une dynamique de milicianisation,
- Une forte ostracisation,
- Une accentuation de la concurrence entre pouvoir coutumier et pouvoir milicien,
- L'ouverture d'un nouveau front pastoral.

40. C. Bensimon, « Centrafrique : On ne veut plus de l'islam dans ce pays », *Le Monde*, 21 décembre 2013, disponible sur : www.lemonde.fr.
41. Les Mbororo originaires de cette zone d'élevage avaient pu fuir à temps tandis que ceux revenant de la transhumance ont été bloqués à Yaloké par les milices anti-balaka. En 2014, entre 15 et 20 000 personnes étaient encerclées dans 18 enclaves dans l'ouest du pays et à Bangui. Entretien avec un représentant du HCR, Bangui, 2014. HCR, « Le HCR cherche à secourir des Peuls piégés dans une ville de République centrafricaine », 23 décembre 2014.
42. G. Duteurtre et B. Faye (dir.), *L'élevage, richesse des pauvres*, Versailles, éditions Qae, 2009.
43. Sur l'engrenage de violences qui a plongé la communauté peule dans le conflit, lire, *La face cachée du conflit centrafricain*, International Crisis Group, 12 décembre 2014. Sur l'impact de l'insécurité sur l'organisation du pastoralisme, lire J. R. Betabelet, A. Maïna Ababa et I. Tidjani, « Élevage bovin et conflits en Centrafrique ».

La milicianisation des éleveurs mbororo, condition de leur retour

Une communauté entre auto-défense et banditisme rural

Avec ce conflit la milicianisation de la communauté peule qui était déjà initiée depuis le début de ce siècle a franchi un nouveau seuil. Le processus de milicianisation a commencé entre la fin du XXe et le début du XXIe siècle avec la formation des archers peuls en réaction à la crise des zaraguinas précédemment mentionnée. Milice d'auto-défense djafoun et woodabé dirigées par le « général » Oggie, les archers peuls étaient dénommés ainsi en raison de leur recours à cette arme qui, dans l'histoire peule, est le symbole de leur martialité victorieuse. En fait, si les archers étaient équipés d'arcs et de flèches empoisonnées et protégés par leur « blindage mystique »[44], ils disposaient aussi d'armes à feu. Devant l'incapacité des forces de sécurité centrafricaines à intervenir en brousse contre les zaraguinas, les éleveurs ont dû s'organiser pour se défendre par eux-mêmes. Face au vide sécuritaire en zone rurale et à la prolifération des bandes de zaraguinas, les maires des communes d'élevage ont créé des groupes d'autodéfense chargés d'assurer la sécurité des zones de pâturage. La communauté mbororo a donc mis en place sa propre milice d'auto-défense aux méthodes expéditives et cette dernière a même été mobilisée contre l'Armée de Résistance du Seigneur aux côtés des FACA en 2010/2011[45].

Après l'épisode des archers, le processus de milicianisation s'est poursuivi avec le Front Populaire pour le Redressement (FPR) de Baba Laddé. Le « père de la brousse » (signification du surnom Baba Laddé qu'il s'est donné) est apparu dans le paysage des groupes armés centrafricains en 2008 et représentait alors l'archétype du bandit social tel que défini par l'historien Eric J. Hobsbawn[46]. À la tête d'une milice peule, Baba Laddé est un ex-gendarme tchadien devenu mercenaire, puis héraut auto-proclamé de la « cause peule »[47]. Bien que l'origine de sa contestation soit liée au régime tchadien[48], il s'est surtout fait connaître sur le marché sous-régional du mercenariat au

44. Amulettes censées les protéger des balles.
45. « Des archers aux côtés de l'armée dans la lutte contre la LRA », *Radio Ndeke Luka*, 06 mai 2011.
46. E. J. Hobsbawn, *Les bandits*, Paris, La Découverte, 2018.
47. « Centrafrique : Laddé, l'homme qui veut libérer les Peuls », *Jeune Afrique,* 23 décembre 2011.
48. Il se serait révolté après le meurtre d'un chef traditionnel peul par un notable zaghawa (l'ethnie du président du Tchad). Entretien avec des représentants peuls et le préfet de Grande Sido, Ndjamena, Maro, 2019.

Darfour et en RCA où il s'est implanté en 2008 dans le centre du pays avec ses combattants peuls. Après s'être rendu en septembre 2012 sous la pression conjointe des forces tchadiennes et centrafricaines, il a été coopté par le régime tchadien dans le cadre de sa politique traditionnelle d'absorption des contestataires et a été nommé préfet du département de Grande Sido juste à la frontière de la RCA – ce qui inquiétait les autorités centrafricaines à juste titre. Soupçonné de vouloir former un nouveau groupe armé, il s'est enfui, a été arrêté par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) à Kabo (ville de l'autre côté de la frontière en Centrafrique) et remis aux autorités tchadiennes en 2014. Il a été condamné au Tchad et est maintenu en prison depuis lors malgré la fin de sa peine[49]. Ce Mbororo ouda a été pendant quelques années la nouvelle incarnation du « Robin des Bois de la brousse », une figure sociale récurrente dans l'histoire de la région et des Peuls[50]. Selon les interlocuteurs, son image oscille entre le Robin des Bois de la brousse, le mercenaire peul, le voleur de bétail et le Zaraguina politisé. En conflit avec le pouvoir tchadien, jouant sur tous les registres, maîtrisant les ressources et cachettes de la brousse comme l'indique son surnom, il a développé un discours autour de la défense des Peuls dans la sous-région et a dénoncé l'ostracisation de cette communauté aussi bien au Tchad qu'en Centrafrique. Bien que plus ou moins mythifiée, l'origine tchadienne de sa révolte rappelle, en effet, que les Peuls sont marginalisés dans le système de pouvoir tchadien depuis l'indépendance et qu'à l'inverse des Goranes, des Arabes et des Zaghawas ils n'ont pas de relais communautaires dans ce qui constitue le centre du pouvoir au Tchad : l'armée[51]. Ce faisant, lui et sa milice ont incarné un désir de rébellion des Mbororo plus qu'une rébellion effective car elle a vite été tuée dans l'œuf en 2012 par la réaction coordonnée de Bangui et de Ndjamena qui ont instinctivement compris le péril qu'une politisation du banditisme peul pouvait représenter.

Mais l'arrestation finale de Baba Laddé en 2014 n'a pas stoppé le processus de milicianisation à l'œuvre dans la communauté mbororo. L'éclatement du conflit centrafricain a conduit à l'accélération brutale de cette milicianisation avec l'émergence de deux groupes armés peuls aujourd'hui prééminents.

49. « Tchad : condamné à 8 ans de prison malgré l'amnistie générale, l'ex-chef rebelle Baba Laddé fait-il toujours peur au régime ? », *Tchad Convergence*, 7 décembre 2018
50. Sur cette longue histoire, lire S. Issa, « Les coupeurs de route, Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad », Paris, Karthala, 2010.
51. Au Tchad, un acronyme résume la composition ethnique de l'armée : les GAZ (Goranes, Arabes et Zaghawas).

L'apogée des milices

Le groupe armé qui est actuellement le plus puissant en Centrafrique, l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC), est apparu en 2014[52]. Dès sa formation en 2012, la Seleka a eu une composante peule. La Convention Patriotique pour le Salut du Kodro (CPSK) était dirigée par un peul mbororo, Mahamat Moussa Daffane, et une partie des combattants du FPR a intégré la Seleka, principalement sous le commandement d'Ali Darassa, ancien bras droit de Baba Laddé, Mbororo ouda originaire de la frontière tchado-nigérienne. Une fois la Seleka défaite, les combattants peuls ont repris leur autonomie en s'installant dans la zone de Bambari à la fin de l'année 2014[53]. Menés alors par Ali Darassa, ils ont refusé de participer au Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) formé en juillet 2014 sous la direction de Nourredine Adam et Zoundeko. Ce refus a conduit à des affrontements entre les miliciens de Zoundeko et ceux d'Ali Darassa pour le contrôle de Bambari du 25 au 28 août 2014 qui furent remportés par les Peuls. La zone de Bambari/Ippy/Alindao est donc passée sous leur contrôle dès 2014 et a échappé au FPRC, ce qui lui a donné naissance à une solide inimitié entre les deux groupes armés. Ali Darassa a officiellement créé l'UPC en octobre 2014. La zone de Bambari/Ippy/Alindao constitue désormais le bastion de l'UPC, Ali Darassa ayant fait du village de Bokologbo situé à 60 kilomètres de Bambari son quartier général. Comme cet espace correspond à la commune d'élevage d'Ouro-Djafoun et à l'ancien bastion du FPR, les miliciens peuls étaient en quelque sorte revenus chez eux en 2014. À partir de ce centre, ils ont réussi à s'étendre jusqu'à l'extrémité de l'Est centrafricain, à la ville frontalière de Bambouti qui donne accès au Sud-Soudan. Après une année de combats contre le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et des groupes anti-balaka de la fin 2016 à la fin 2017 dans le centre et l'est de la RCA, l'UPC a mené une politique d'expansion territoriale en direction du sud-est qui heurte les ethnies locales, dont la principale d'entre elle, les Zandé. L'UPC est parvenue à s'étendre dans le Mbomou et le Haut-Mbomou, contrôlant ainsi des points de passage vers la RDC et le Sud-Soudan et de nouveaux sites miniers artisanaux en plus d'une partie de la route d'approvisionnement du marché de Bangui en bétail. En octobre 2019, l'UPC qui convoitait le poste frontière de Bambouti depuis longtemps y a déployé des hommes et, en mai 2020, elle a tenté de

52. T. Vircoulon, « L'écosystème des groupes armés en Centrafrique », *Notes de l'Ifri*, Ifri, avril 2020.
53. *Bambari : une ville divisée, microcosme tragique de la crise centrafricaine,* International Crisis Group, 29 septembre 2015.

s'emparer du chef-lieu de la préfecture du Haut-Mbomou, Obo[54]. Repoussée à Obo par la MINUSCA et les FACA, elle contrôle Mboki et Zémio, deux localités qui lui ouvrent l'accès à la RDC et où elle s'est implantée respectivement en décembre 2017 et avril 2018. Ce contrôle a été officialisé à Zémio par la nomination d'un Peul comme sous-préfet par le gouvernement tandis que Mboki, un ancien marché à bétail, est *de facto* sous l'autorité de l'UPC. À l'exception des groupes anti-balaka, l'UPC est parvenue à un *modus vivendi* avec les autres groupes armés qui maraudent entre le Mbomou et le Haut-Mbomou, en l'occurrence la LRA et le FPRC, car elle reste la force dominante dans la zone[55]. Présente dans 6 des 17 préfectures du pays (Ouaka, Kémo, Mbomou, Haut-Mbomou, Basse-Kotto et Haute-Kotto), l'UPC est le groupe armé dominant le plus vaste territoire tout en empruntant la rhétorique de Baba Laddé sur la défense des Peuls.

Compte tenu de sa composition et de sa localisation, ce mouvement armé peut être considéré comme une résurrection du FPR sous un autre nom et avec un nouveau leader. Cette filiation entre le FPR et l'UPC conduit à envisager l'expansion de l'UPC comme la formation d'un royaume zaraguina au centre de la Centrafrique qui cherche à se spécialiser dans les trafics régionaux avec le Sud-Soudan et la RDC. Par ailleurs, dans le cadre de l'accord de Khartoum, Ali Darassa a été nommé conseiller spécial du Premier ministre en 2019 mais il ne joue pas le jeu de la cooptation. Il a multiplié les actes de défiance publics contre le gouvernement : depuis la signature de l'accord de Khartoum, l'UPC est le seul groupe armé à avoir affronté par deux fois les FACA à Bambari en 2019 et à Obo en 2020 ; ses nominations de commandants à la tête des régions militaires dans l'ouest et de préfets et sous-préfets dans le sud-est ont « embarrassé » le gouvernement qui a dû les dénoncer ; Ali Darassa a d'abord refusé puis accepté l'accueil de la Journée mondiale de l'Alimentation à Bambari. Le refus initial constituait une humiliation publique pour le président Touadéra qui coordonne traditionnellement cette journée[56]. De par son expansion territoriale, son origine étrangère, son implication dans de nombreux massacres et les humiliations qu'il impose au gouvernement, l'UPC d'Ali Darassa fait consensus contre lui dans la classe politique et la population centrafricaines au point d'être aujourd'hui l'ennemi numéro 1. Pour les Centrafricains, l'UPC

54. « Centrafrique-Obo : Les FACA repoussent une nouvelle attaque de l'UPC », *Radio Ndeke Luka,* 20 mai 2020.
55. Elle contrôle le site aurifère de Nzako dans le Mbomou en bonne intelligence avec le FPRC et l'a laissé envoyer des éléments à Mboki. Entretiens avec des autorités locales, Bakouma, Bangassou, 2018.
56. « Ali Darassa, le nouveau Emir des sultanats de Haut-Mbomou, érige Bambouti en préfecture », *Corbeau News Centrafique*, 30 octobre 2019 ; « RCA : Le pays célèbre en différé la Journée Mondiale de l'Alimentation », *Radio Ndeke Luka,* 18 novembre 2019.

n'est qu'une bande de mercenaires étrangers qui se taillent un royaume au sein d'un pays qui n'est pas le leur.

Dans trois préfectures frontalières de l'Ouest centrafricain (Ouham-Pendé, Nana-Mambéré et Mambéré-Kadei), une véritable guérilla du bétail a mis face à face les milices peules et les anti-balaka issus des communautés se disant autochtones, notamment les Gbaya. Cette guérilla résulte de la pression des éleveurs centrafricains et camerounais pour se réapproprier les pâturages en RCA dont ils ont été chassés fin 2013/début 2014. Après avoir retrouvé le chemin de l'exil de l'Est camerounais qu'ils avaient déjà pratiqué lors de la crise d'insécurité des zaraguinas, les éleveurs mbororo ont vite été confrontés au manque de pâturages et au risque de voir s'amenuiser les rares troupeaux qu'ils étaient parvenus à sauver[57]. La forte concentration du bétail dans les espaces déjà convoités de l'Est camerounais et du sud du Tchad accentuait les tensions sur les ressources foncières et le risque épidémique. Dès l'année suivant cet exode forcé et massif, des milices communautaires peules ont commencé à apparaître en 2015 dans les communes d'élevage à la frontière centrafricano-camerounaise (Besson, Niem, Yelewa et De Gaulle) et dans les sous-préfectures frontalières d'Amada-Gaza et de Gamboula qui étaient des zones traditionnelles de pâture.

Le groupe armé peul le plus connu ayant émergé dans l'Ouest centrafricain s'appelle les « 3 R » (Retour, Réclamation et Réhabilitation) et a implanté son quartier général dans la commune d'élevage de De Gaulle, située dans la sous-préfecture de Koui. Le nom de cette milice indiquait d'emblée son objectif en faisant référence au sort des Mbororo chassés de Centrafrique par les anti-balaka. Si son leader, Sidiki Abass, a fait du retour des réfugiés sa principale revendication[58], l'action de sa milice avait avant tout un objectif pastoral : la réouverture de l'accès aux zones pastorales à la frontière centrafricano-camerounaise et la lutte contre les voleurs de bétail. De 2015 à 2019, la stratégie des 3 R a consisté à reprendre méthodiquement le contrôle des communes d'élevage situées à la frontière centrafricano-camerounaise et à sécuriser la transhumance annuelle, c'est-à-dire à repousser les groupes anti-balaka voleurs de bétail et punir de manière expéditive les villages soupçonnés de ce « crime ». Les 3 R se sont ainsi rendus coupables de représailles indiscriminées et brutales contre des villages[59] et une véritable

57. Entretiens avec des réfugiés dans des camps de l'Est camerounais, 2014.
58. « RCA : rencontre exclusive avec Sidiki Abass, chef du groupe armé 3R » *RFI*, 28 avril 2014.
59. En mai 2019, les 3 R ont attaqué les villages de Koundjili, Bohong et Ndjondjon dans l'Ouham-Pendé et ont tué une quarantaine de villageois. Cette attaque serait une représaille après le meurtre de bouviers. Entretiens avec des autorités locales et des

guérilla pour le bétail les a opposés aux anti-balaka des frères Ndalé (une milice gbaya dont les leaders sont à Bouar) à la frontière entre l'Ouham-Pendé et la Nana-Mambéré jusqu'à la signature d'un accord de paix local en décembre 2017[60]. Le retour progressif des Peuls Mbororo dans leurs zones frontalières et historiques est aujourd'hui une réalité qui a été rendue possible par la protection des 3 R dont la zone d'opération s'est agrandie en fonction des besoins en pâturages. Alors qu'en 2015/2016 ils ont surtout sécurisé les communes d'élevage des préfectures de l'Ouham-Pendé et de la Nana-Mambéré, ils ont commencé à apparaître en 2018 dans la Mambéré-Kadeï, c'est-à-dire à sécuriser le couloir de transhumance traditionnel qui traverse l'Ouest centrafricain du nord au sud et sert aux troupeaux centrafricains, tchadiens et camerounais. L'Ouest centrafricain connaît depuis 2017/2018 un net mouvement de retour des Mbororo et la transhumance traditionnelle a repris graduellement dans cette zone. Alors qu'ils se limitaient à faire paître leur bétail dans les communes frontalières les années précédentes, les éleveurs transhumants s'aventurent désormais jusque dans l'Ombella-Mpoko et la Sangha-Mbaere comme avant le conflit. Dans l'ouest, les espaces qui leur sont interdits se limitent désormais au sud de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé qui est le foyer historique des anti-balaka et reste leur bastion (notamment les villes de Bouca, Bossangoa et Bozoum)[61]. Mais les 3 R ne se contentent pas de sécuriser le retour des Mbororo et de leur bétail : ils se livrent aussi au trafic d'armes entre le Tchad, la Centrafrique et le Cameroun et n'hésitent pas à taxer les éleveurs pour leur service de protection. À l'instar d'Ali Darassa, Sidiki Abass est signataire de l'accord de Khartoum mais il souffle le chaud et le froid quant à sa mise en œuvre. Il a démissionné de son poste de conseiller spécial[62] et n'a accepté de s'impliquer dans le programme de

membres de la société civile, Paoua, novembre 2019. « République centrafricaine : Un groupe armé a tué 46 civils », *Relief web,* 18 juillet 2019.

60. D'après des autorités locales de Bouar, le groupe anti-balaka dirigé par les frères Ndalé aurait volé environ 4 000 têtes de bétail entre 2015 et 2017, donnant lieu à une série de représailles de la part de la milice de Sidiki visant des villageois. T. Vircoulon, *Evaluation de la dynamique des conflits dans la zone d'intervention de Mercy Corps (préfecture de la Nana-Mambéré),* Mercy Corps, août 2017.

61. Cette zone a été le foyer historique des anti-balaka en 2013 – et plus particulièrement Benzembe, le village natal de Bozizé et Garga, une zone minière. L'ampleur des exactions de la Séléka contre la population de cette zone explique son hostilité affichée aux musulmans. Il n'y a encore eu aucun retour significatif de musulmans dans les villes de Bozoum, Bossangoa et Bouca où les anti-balaka et les autorités affichent une franche hostilité à leur égard. Cette hostilité est telle que les éleveurs ne s'aventurent pas dans cette zone : l'approvisionnement des marchés de Bouca, Bozoum et Bossangoa en viande de bœuf est fait par les bouchers qui se rendent au nord chez les éleveurs et le bœuf est encore une denrée rare sur les marchés de ces villes. T. Vircoulon, « Analyse sensible au conflit de l'Ouham-Pendé et de l'Ouham », Danish Refugee Council, décembre 2019.

62. « Centrafrique : deuxième démission d'un chef de guerre du gouvernement », *Le Figaro,* 5 septembre 2019, disponible sur : www.lefigaro.fr.

désarmement, démobilisation et réinsertion qu'après une épreuve de force avec la MINUSCA à la fin 2019. Mais sa participation au processus de paix a été de courte durée : il vient de reprendre le maquis et d'affronter les casques bleus et les militaires centrafricains dans son fief[63].

Dans la Mambéré-Kadeï, d'autres milices peules ont fait parler d'elles dès 2016 et, à la fin 2017, elles ont formalisé leur existence sous le nom de Coalition Siriri. Composé de Mbororo, ce groupe est d'abord né du besoin de protéger les troupeaux qui allaient paître dans les communes frontalières contre les anti-balaka de la zone de Noufo et de Nassolé. Puis il aurait été renforcé par des anciens combattants de Baba Laddé et des membres du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) du « général » Abdoulaye Miskine[64] (des non-Peuls). La modification de la composition de ce groupe armé a transformé ce qui était en 2015-2016 une simple milice d'éleveurs en un gang qui s'est livré à des raids (notamment dans la sous-préfecture d'Amada Gaza) à la manière des zaraguinas. Cependant ce groupe armé est peu structuré, son leadership reste nébuleux et il n'a plus fait parler de lui depuis un certain temps.

Si le retour des Mbororo observé dans l'Ouest centrafricain s'effectue à l'ombre de milices ethniques[65], il y a une exception notable : le retour pacifique des éleveurs dans la zone de Gamboula et Berbérati dans la préfecture de la Mambéré-Kadéï à partir de 2017. Ce retour pacifique a été le fait du ardo Harouna et accompagné par l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM). Pendant plusieurs mois, le ardo a négocié avec les autorités locales entre Gamboula (village à la frontière centrafricano-camerounaise) et Berbérati (la ville chef-lieu de la préfecture et grand centre de commercialisation du diamant centrafricain). Cette initiative endogène a été appuyée par une concertation locale entre éleveurs et agriculteurs et a permis aux éleveurs de se réapproprier des zones pastorales dans cette préfecture[66]. Toutefois, ce retour pacifique par la négociation locale reste une initiative unique en son genre.

63. « Centrafrique : offensive contre le 3R, la milice peule dont Bangui veut se débarrasser », *FranceInfo Afrique*, 25 juin 2020.
64. « Abdoulaye Miskine, un personnage clé de la crise centrafricaine arrêté au Tchad », *La Croix*, 21 novembre 2019.
65. Certains auteurs parlent même d'une militarisation du pastoralisme dans cette zone. M. Freudeuberger, Z. Mobga, « The Capture Of The Commons : Militarized Pastoralism And Struggles for Control of Surface and Sub-Surface Resources in Southwest Central African Republic », Papier préparé pour la 2018 World Bank Conference on Land and Poverty, mars 2018.
66. Z. Mogba, *et. al*, « Contribution à la relance du dialogue local à Berbérati », IRAM, mars 2017.

Forte stigmatisation

Selon les propres termes de l'Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peulhs de Centrafrique (AIDSPC), la communauté peule est perçue comme « une minorité dangereuse »[67]. Si le sentiment anti-Peul préexistait au conflit, ce dernier l'a décuplé. La généralisation d'un pastoralisme dérégulé et porteur de violence et le remplacement de la complémentarité agriculture/élevage par une logique de force pour accéder aux ressources foncières alimentent une méfiance intercommunautaire solidement ancrée ainsi qu'un discours d'exclusion, voire au déni de nationalité.

Auparavant, la transhumance et les conflits agropastoraux étaient régulés par un système dual associant la coutume et l'administration. D'une part, la transhumance annuelle faisait l'objet d'une réglementation ; d'autre part, les litiges agropastoraux (dégâts champêtres, etc.) étaient réglés à l'amiable par les mécanismes traditionnels de résolution des conflits. Les autorités locales de l'administration (gendarmes, maires, agents des services déconcentrés des ministères de l'Agriculture et de l'Élevage, etc.) prenaient le relais quand le règlement coutumier des litiges échouait.

La transhumance annuelle était réglementée par un arrêté du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage datant de 2004. Le début et la fin de la période de transhumance étaient fixés officiellement tout comme les couloirs de transhumance. Une « Réunion de transhumance » rassemblant toutes les parties prenantes était annuellement convoquée pour cela. De même les éleveurs transhumants avaient obligation de se signaler aux autorités locales et leur payaient des taxes de passage. Par ailleurs, le bétail étranger devait être soumis au contrôle vétérinaire à l'entrée du territoire centrafricain.

La négociation financière médiatisée par des tiers était la clé du règlement des litiges agropastoraux dus aux dégâts champêtres ou à des pertes de bétail. Les litiges agropastoraux se réglaient par la palabre et une indemnisation qui se basait sur une estimation du manque à gagner en termes de récolte lors de dégâts champêtres pour les cultivateurs et de la valeur marchande de l'animal tué pour les éleveurs. L'objectif de la médiation était d'arriver à un accord sur le montant de l'indemnisation. Bien que cette pratique normative ne soit pas codifiée, elle était reconnue par tous les acteurs (organisations socio-professionnelles, autorités administratives locales, services de sécurité, ardos, bouviers, etc.). En cas de violences

67. *Les Peulhs Mbororo de Centrafrique, une communauté qui souffre*, Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peulhs de Centrafrique, juin 2015.

ayant entraîné des morts, le recours à l'autorité publique (gendarmerie, sous-préfet, voire tribunaux) était la règle. Dans ces circonstances, la coutume était censée céder le pas au droit pénal et l'affaire devait être judiciarisée. Mais en pratique, compte tenu de la faible présence des institutions judiciaires, de la faible mobilité de la gendarmerie et de la pratique coutumière de la « *diya* » (le prix du sang) chez les éleveurs transhumants[68], les décès se réglaient par des indemnisations.

En outre, la complémentarité entre l'élevage et l'agriculture qui était à l'origine d'intérêts communs et de certaines solidarités coutumières entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs a cédé le pas à la compétition et la jalousie. Les pratiques culturales complémentaires et les échanges sont désormais très limitées. Les cultivateurs achetaient des bœufs aux éleveurs pour leurs labours ; ils s'adonnaient au troc et échangeaient des produits agricoles contre la viande, le lait, des peaux, etc. ; les cultivateurs invitaient parfois les agriculteurs à faire paître leur bétail dans leurs champs pour manger les résidus de récolte à la fin de la saison et bénéficier de la fumure naturelle. Bien que les transhumants contribuent toujours au petit commerce de brousse car ils ont besoin de produits le long de leur parcours de plusieurs mois (produits vétérinaires, natron, etc.) et vendent quelques bêtes en chemin pour couvrir leurs dépenses, les retombées de la transhumance pour les villageois sont sans commune mesure avec ses inconvénients.

Ces pratiques de régulation de l'élevage pastoral se sont progressivement affaiblies sous l'effet de la « dés-administration » du territoire centrafricain et de l'insécurité en brousse avant d'être complètement abandonnées sous l'effet du conflit actuel. L'éclatement des couloirs de transhumance, la milicianisation et la généralisation des armes parmi les communautés d'éleveurs ont eu raison de ces pratiques régulatrices et ont ainsi établi un rapport de force en faveur des pasteurs et modifié l'équilibre entre agriculture et élevage dans la partie septentrionale de la RCA[69]. Auparavant critiqués pour soudoyer les autorités locales dans les règlements des litiges agropastoraux, les éleveurs le sont désormais pour régler ces litiges par la force, avec parfois l'aide de groupes armés alliés.

68. La « *diya* » est le prix du sang, i.e l'indemnisation payée en cas d'homicide. Cette pratique est commune au Tchad et très répandue dans les communautés musulmanes du nord de la Centrafrique. Elle permet d'arrêter le cycle de la *vendetta* par l'indemnisation. Elle est pratiquée aussi après les affrontements entre groupes armés et/ou avec l'armée tchadienne.

69. Sur la coexistence difficile entre agriculture et élevage avant le conflit, lire G-F. Ankogui-Mpoko, « Sociétés rurales, territoires et gestion de l'espace en RCA. La difficile intégration de l'élevage et de l'agriculture au nord-est de Bambari », thèse de géographie, Université de Bordeaux 3, 3 mai 2002.

La fin de la coexistence pacifique en brousse

Une atmosphère de guérilla larvée entre éleveurs et agriculteurs et entre certaines catégories d'éleveurs est palpable dans les zones traditionnelles de transhumance comme la frontière tchado-centrafricaine, le nord-ouest et le nouveau front pionnier pastoral, le sud-est. La transhumance est une période d'angoisse collective dans les villages. Une angoisse qui, si elle est exagérée, n'est pas infondée compte tenu de la fréquence des vendettas commises dans la brousse depuis 2013[70]. L'annonce de l'arrivée de pasteurs provoque parfois même des fuites collectives, les Mbororo étant décrits comme des égorgeurs. Dans le nord-ouest, le retour des Mbororo sous la protection des 3 R est particulièrement mal vécu par les villageois et le vol de bétail est une activité réciproque. Dans l'Ouham-Pendé, le vol de bétail est le fait des pasteurs *et* des agriculteurs car ceux-ci utilisent la culture attelée et ont donc des bovins[71]. Dans l'Ouham visité par l'auteur au début de la saison de la transhumance à la fin de l'année 2019, une forte angoisse collective régnait avant même l'arrivée des grands troupeaux. Dans une région où les femmes sont traditionnellement chargées des travaux champêtres, les cultivatrices mettaient en œuvre diverses stratégies de réduction du risque face aux éleveurs transhumants[72] ; les rumeurs de meurtre en brousse étaient quotidiennes (les victimes supposées étant tantôt des éleveurs tantôt des cultivateurs) ; et les cultivateurs décrivaient les Mbarara qui sont les éleveurs les plus craints comme ayant une queue, i.e étant mi-homme mi-bête[73]. Les seuls habitants se réjouissant de l'arrivée des transhumants étaient les commerçants musulmans qui leur vendent chaque année des produits vétérinaires[74]. Dans l'est de la RCA, les Peuls armés sont systématiquement pris pour des éléments

70. « Une vingtaine de villageois tués dans le centre-nord de la RCA », *Centrafrique-presse.com*, 23 mars 2015 ; pour une synthèse des massacres de Peuls en 2014, lire, *La face cachée du conflit centrafricain*, International Crisis Group, 12 décembre 2014.
71. Sur la situation particulière de l'agropastoralisme dans cette région, lire T. Vircoulon, *Évaluation de la dynamique des conflits dans la zone d'intervention de Mercy Corps (préfecture de la Nana-Mambéré)*, Mercy Corps, août 2017.
72. Ces stratégies consistent à se rendre en groupe pour faire les travaux agricoles, relocaliser leurs champs à proximité de la ville ou du village ou au pire renoncer aux travaux des champs. Entretiens avec des cultivatrices, Batangafo, 2019.
73. La signification du terme Mbarara varie en fonction des interlocuteurs. D'après les personnes interviewées dans l'Ouham, il désigne des « éleveurs tchadiens d'origine arabe » qui sont clairement distingués des Peuls. Pour d'autres, il désigne des Peuls originaires du Soudan. FAO, DRC, CRS, « Situation de la transhumance et étude socioanthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République Centrafricaine », mars 2015.
74. Les commerçants de Batangafo constituent des stocks de produits vétérinaires avant la saison de la transhumance et on trouvait plus facilement des produits vétérinaires que des médicaments au marché de Batangafo. Observations de l'auteur, Batangafo, Ouham, 2019.

de l'UPC. Les Zandé dans le Haut-Mbomou utilisent les deux termes sans distinction et confondent les intérêts des Mbororo et de l'UPC. Ils estiment que l'UPC s'installe dans le Haut-Mbomou pour protéger les éleveurs qui ouvrent ce nouveau front pastoral et que les Mbororo et la LRA coopèrent activement ensemble[75]. Dans cette préfecture qui est la cible de la stratégie d'expansion de l'UPC, les Zandé ne font plus de différence entre le pastoralisme, le braconnage et le brigandage. La localité de Mboki, qui était de longue date un marché à bétail, est d'ailleurs maintenant perçue comme une base de zaraguinas[76].

Dans les perceptions populaires, la confusion est totale entre les transhumants (qu'ils soient Peuls ou Arabes) et les groupes armés car tous portent des armes automatiques et inspirent la crainte. Il est, en effet, exceptionnel de rencontrer des transhumants qui ne soient pas armés, la Kalachnikov étant devenue un élément essentiel de sécurité parmi les pasteurs de la bande sahélienne. De ce fait, les Mbororo sont ostracisés et la perspective de leur expulsion est très populaire en RCA. Ceux qui distinguent entre les Peuls centrafricains et les Peuls étrangers sont minoritaires et les Peuls centrafricains ne sont pas à l'abri du déni de nationalité. Les rares Peuls qui ont des preuves administratives de leur nationalité centrafricaine sont souvent accusés d'avoir acheté leurs documents d'identité. Malgré l'ancienneté de leur présence et leur maîtrise du sango, ils restent perçus comme des « chevaucheurs de frontières » et la légitimité de leur présence en Centrafrique est questionnée[77]. L'origine étrangère de Sidiki Abass, le leader des 3 R, et d'Ali Darassa, le leader de l'UPC, est généralement rappelé pour justifier l'expulsion des Peuls. Si cette origine est vérifiée pour Ali Darassa, elle est plus contestable pour Sidiki Abass. Ce dernier est souvent présenté comme un Camerounais né à Maroua bien que d'autres récits alternatifs en fassent un natif de Baoro, une localité centrafricaine, qui aurait passé une partie de sa vie au Cameroun. Même le FPRC a instrumentalisé cette vision des Peuls en rappelant que l'UPC était composée de mercenaires étrangers lorsque ces deux groupes armés s'affrontaient en 2017. En outre, ceux qui distinguent les Peuls centrafricains et les Peuls étrangers reprennent à leur compte le schème de la nationalité comme marqueur du bien et du mal, insistant sur le fait que les premiers ont des habitudes de coexistence pacifique avec les éleveurs tandis que les seconds

75. Cette coopération est basée sur le fait qu'ils évoluent dans le même milieu : la brousse à la frontière de la RDC et de la RCA. Entretiens avec des autorités locales et des membres de la société civile, Obo, 2017.
76. Soleil-Parfait Kalessopo, *Analyse sensible au conflit dans la région du Mbomou-Uélé*, Communautés en Transition, septembre 2019.
77. Sur la problématique de l'autochtonie des Peuls, lire C. Seignobos, *Des mondes oubliés, carnets d'Afrique*, Paris, Éditions IRD, 2017.

privilégient la violence dans leurs relations avec les autochtones[78]. Cette distinction entre les « bons » et les « mauvais » Peuls copie le discours en vogue sur les « bons musulmans » (les Centrafricains islamisés) et les « mauvais musulmans » d'origine tchadienne, soudanaise et ouest-africaine. La communauté mbororo est donc habitée par un fort sentiment d'insécurité[79] quotidiennement alimenté par les meurtres de bergers dans la zone du nouveau marché à bétail de Bangui[80] et le harcèlement financier des forces de sécurité (notamment de la gendarmerie qui contrôle les entrées des villes de province).

Confrontation du pouvoir milicien et du pouvoir coutumier

Après avoir été très accommodantes, les relations entre la notabilité peule et les groupes armés peuls sont devenues concurrentielles et tendues. Si la notabilité peule a pu trouver avec l'UPC et les 3 R une forme de protection au début du conflit, elle les considère aujourd'hui comme des concurrents problématiques et leur dénie toute légitimité.

Comme précédemment indiqué, l'UPC et les 3 R ont joué un rôle de protection et même de reconquête territoriale. Sidiki Abass a protégé les communes d'élevage de la frontière centrafricano-camerounaise contre les exactions et vols de bétail des frères Ndale et les velléités gbayas de remettre en cause la chefferie peule de Niem Yelewa en scindant cette commune d'élevage historique en deux. Siège du lignage mbororo historique de la RCA, cette commune d'élevage est, en effet, constituée de deux localités : Niem peuplé majoritairement de Gbaya agriculteurs et Yelewa peuplé majoritairement d'éleveurs peuls. La velléité d'autonomie des Gbaya qui préexistait au conflit a été réactivée avec celui-ci et l'émergence des anti-balaka. Sidiki Abass n'a pas hésité à recourir à la force dans cette lutte de pouvoir locale[81]. De même Ali Darassa était perçu comme un protecteur par les éleveurs de la zone de Bambari quand il s'y est implanté en 2014 et a sécurisé la commune d'élevage d'Ouro-

78. Ce discours de différenciation est tenu par des non-Peuls et par des Peuls centrafricains. Ces derniers n'hésitent pas à mettre en accusation certains clans mbororo d'origine étrangère comme les Anagamba et les Ouda. Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peulhs de Centrafrique, *Les Peulhs Mbororo de Centrafrique, une communauté qui souffre*, *op. cit.*

79. « Des étudiants peuls appellent le gouvernement à mieux protéger leur communauté », *Centrafrique-presse.com*, 31 mai 2019.

80. « En Centrafrique, l'État veut reprendre en main le marché du bétail », *Le Monde*, 3 mai 2019, disponible sur : www.lemonde.fr.

81. Lors de la visite de l'auteur à Yelewa en 2017, cette localité était protégée par des miliciens des 3 R.

Djafun[82]. Mais, depuis environ deux ans, la complaisance des notabilités peules à l'égard des groupes armés cède la place à la critique, voire à la dénonciation. Les griefs des notables peuls contre les groupes armés issus de leur communauté sont à la fois économiques et politiques.

Au fil du conflit, la ligne de démarcation entre la protection et l'extorsion est devenue de plus en plus floue. La mainmise des groupes armés sur le secteur de l'élevage est maintenant dénoncée comme un racket contre les éleveurs. Contraints de livrer aux groupes armés plusieurs bêtes par mois et de payer pour leur médiation dans les litiges agropastoraux, les éleveurs se plaignent de ces taxations abusives et du fait qu'Ali Darassa et Sidiki soient maintenant de grands éleveurs. Alors qu'ils recherchaient leur protection lors de la transhumance, de plus en plus de témoignages indiquent qu'ils mènent maintenant une stratégie d'évitement des groupes armés[83]. Ces taxations abusives vont jusqu'à susciter parfois des refus armés de la part des éleveurs. Le rapport de protection entre groupes armés musulmans et pasteurs nomades s'inverse en un rapport de confrontation. De même les groupes armés sont accusés de s'accaparer les taxes qui alimentaient habituellement la FNEC et les mairies des communes d'élevage. Le pouvoir milicien entre en conflit économique direct avec les autorités traditionnelles et la FNEC en les privant de leurs revenus habituels[84]. Le pouvoir milicien est dès lors perçu comme une cause d'appauvrissement de la société pastorale peule dans son ensemble et rejeté comme un prédateur pratiquant une taxation illégitime, à l'inverse de celle des ardo.

Outre cette opposition sur le terrain de l'économie pastorale, le pouvoir milicien menace aussi la position de la notabilité peule dans le système de pouvoir centrafricain et dans la société peule. Le pouvoir des ardo est devenu dynastique et repose sur les bonnes relations avec les autorités centrafricaines, et notamment avec la présidence. Le statut spécial des grands notables peuls qui cumulent pouvoir économique, pouvoir coutumier et pouvoir administratif leur a garanti un accès direct à la présidence qui nomme les maires[85].

82. Les décisions de créer les communes d'élevages ont été plus ou moins imposées par l'administration et jamais correctement négociées avec les populations autochtones. De ce fait, plusieurs d'entre elles sont contestées par les villageois et les autorités locales.
83. Dans la sous-préfecture de Batangafo, les éleveurs sont devenus la première source de financement du groupe armé MPC/FPRC qui, au motif de trancher les innombrables litiges agropastoraux, les taxent systématiquement. Entretiens de l'auteur avec le représentant de la FNEC et les autorités locales, Batangafo, 2019.
84. Entretiens avec le sous-préfet de Koui et le sultan-maire de De Gaulle et son conseil, De Gaulle, 2019.
85. La décentralisation étant inachevée en RCA, le gouvernement nomme toujours les maires. Cet archaïsme institutionnel doit prendre fin avec la nouvelle loi sur la décentralisation.

Outre quelques députés et des représentants dans différents organismes institutionnels (par exemple, le Conseil Economique et Social), la notabilité peule a sécurisé l'accès aux cénacles du pouvoir centrafricain avec le poste de ministre de l'élevage (qui lui revient habituellement) et celui de conseiller spécial à la présidence. En effet, il y a toujours une figure peule à la présidence qui constitue le relais entre les grands éleveurs/ardos/maires des communes d'élevage et le président[86]. Ce jeu de lobbying inclut bien entendu des échanges monétaires, les présidents centrafricains ayant compris la rentabilité du business de l'élevage. De ce fait, avec le conflit, les grands notables peuls ont été conduits à faire de l'intermédiation entre la présidence, l'UPC et les 3 R[87]. Cette tâche délicate leur a fait perdre du crédit dans les deux camps qui les soupçonnent de jouer double jeu. Dans un contexte où les anti-balaka ont quasiment disparu en tant que menace dans l'ouest centrafricain, où l'UPC et les 3 R rechignent à appliquer l'accord de Khartoum et privent les chefs peuls de leurs recettes, la notabilité peule préfère jouer la carte du gouvernement. Dans la société peule, la domination de l'aristocratie des éleveurs (les ardos) est menacée par l'attractivité qu'exercent les groupes armés et leurs leaders sur une jeunesse peule défavorisée. En effet, Sidiki et Ali Darassa ne font pas partie de grands lignages peuls mais sont des « gens du peuple » qui apparaissent comme de nouveaux modèles sociaux et pourraient incarner une forme de contestation du leadership traditionnel par les cadets pauvres de la société mbororo.

En effet, concernant l'UPC et les 3 R, les notables peuls sont passés des critiques feutrées à la dénonciation publique. Après avoir été leur protecteur, Sidiki entretient maintenant des relations tendues avec les chefs traditionnels peuls. Après qu'il a fait battre le chef coutumier de Niem Yelewa en 2019, Issabi Amadou a condamné ouvertement cet acte[88]. En tant que porte-parole des notables peuls, Issabi Amadou a pris publiquement position contre les deux groupes armés peuls : il a dénoncé l'extension territoriale de l'UPC[89] et la résistance de Sidiki à l'application de l'accord de paix. Concernant Ali Darassa, cette prise de position n'est sans doute pas étrangère à la

86. Avant qu'il ne soit nommé ministre de l'Administration du Territoire en 2019, le lamido Issabi Amadou était ce relais. Membre du lignage historique des Idje, il joue un rôle prééminent parmi les Mbororo centrafricains et « sa famille possède le ministère de l'Élevage et la FNEC ». Il convient de noter que sur les 7 communes d'élevage, 4 sont sous la direction du lignage djafoun historique. Entretiens avec des notables peuls, Bangui, 2019.

87. « Centrafrique : les Chefs Traditionnels Peulhs condamnent le massacre des civils dans la Ouaka », *Ndjoni Sango*, 10 avril 2018.

88. « La lettre de Lamido Issa Bi Amadou à Monsieur Siddiki Souleymane Bi Siddi », *Le Tsunami.net*, 04 octobre 2019

89. « Le ministre Issabi Amadou accuse et révèle les en-dessous des relations de partenariat entre Touadéra et Ali Darass », *News Abangui*, 7 novembre 2019.

rivalité entre le clan djafoun historique et les Oudas, un clan récent en Centrafrique soupçonné de pratiquer le vol de bétail. L'UPC et les 3 R sont rejetés par les notables peuls comme étant des « milices prédatrices » qui ne protègent pas les éleveurs mais les exploitent. Ce discours de la notabilité peule reflète aussi bien l'évolution du conflit que l'évolution de ces groupes armés qui, avec le temps, s'autonomisent, concurrencent le pouvoir coutumier et démontrent que l'auto-défense et le banditisme se combinent sans s'exclure.

Débordement des Mbororo sur les Uélé : l'ouverture d'un nouveau front pionnier pastoral

En achevant de désorganiser l'espace pastoral, le conflit centrafricain a accentué le mouvement des Mbororo vers les provinces congolaises du Haut et Bas Uélé et a conduit à l'ouverture d'un nouveau front pastoral en RDC. Après la première tentative infructueuse de pénétration en RDC dans les années 1980, les Mbororo ont commencé à pâturer dans les Uélé au début de ce siècle. Vaste savane dépourvue de zaraguinas et de forces de sécurité, les Uélé ont alors représenté un nouvel eldorado pastoral pour les premiers groupes de Mbororo. La généralisation de l'insécurité en RCA a rendu les Uélé encore plus attractifs et la présence mbororo est désormais estimée à environ 9 000 personnes et 65 000 têtes de bétail[90]. La formation de ce nouveau front pastoral dans le nord-est de la RDC est ressentie par les communautés autochtones d'agriculteurs comme une invasion armée. La multiplication des incidents sécuritaires locaux et le développement d'un sentiment anti-Mbororo ont conduit à mettre cette expansion du pastoralisme sur l'agenda du gouvernement congolais, de la Communauté Économique des États de d'Afrique Centrale et de l'Union Africaine sans aucun résultat. En l'absence d'une perspective de solution, les tensions vont s'accroissant. Ce foyer de tension dans des provinces congolaises qui étaient restées hors des troubles de l'Est congolais est une métastase du conflit centrafricain.

90. A. M. Awal et B. Guibert, « Etude de diagnostic et de formulation de propositions d'intervention pour la gestion concertée des espaces pastoraux dans les ensembles périphériques du Garamba National Park et de la réserve Bili-Uele en RDC », Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement, 1er juillet 2019.

Conclusion

Un des derniers impacts du conflit centrafricain sur les Mbororo est difficile à mesurer : la réduction de leur statut dans la hiérarchie régionale des éleveurs où la concurrence avec les éleveurs arabes est permanente, y compris dans les instances régionales chargées de l'élevage[91]. L'impact du conflit a été particulièrement ressenti par les Mbororo de l'ouest centrafricain (à majorité djafoun et woodabé) alors que ceux qui se trouvaient à l'Est n'ont pas eu à subir l'assaut général des anti-balaka qui se sont adonnés au vol de bétail dans l'ouest centrafricain pendant toute l'année 2014[92]. Par ailleurs, comme indiqué précédemment, l'implantation plus ou moins permanente d'éleveurs soudanais et tchadiens constitue une nouvelle concurrence dans le nord du pays. Du fait de la succession des crises d'insécurité depuis la fin du XXe siècle en RCA, il est très probable que les Mbororo centrafricains aient cessé d'être les plus grands propriétaires de bétail en Centrafrique : ceux-ci sont probablement étrangers (tchadiens, camerounais). La crainte d'une transformation des Mbororo en simples bouviers au service de grands éleveurs étrangers est d'ailleurs exprimée à mots couverts par l'AIDSPC[93].

La « face cachée » du conflit centrafricain étant désormais connue des responsables de l'intervention internationale en RCA, la problématique de la violence pastorale est sur l'agenda de la paix en RCA. Cette question fait même l'objet de certains articles de l'accord de Khartoum et plusieurs projets visent à pacifier et sécuriser la transhumance, notamment entre le Tchad et la Centrafrique. Dans une région où les communautés ont l'habitude depuis plusieurs décennies de défendre leurs intérêts économiques les armes à la main, le défi est de taille.

91. À titre d'exemple, en RCA, les arabes tchadiens sont plus perçus comme des commerçants de bétail que comme des éleveurs. Entretien avec des membres de la FNEC, Bangui, 2017 ; entretien avec des membres du ministère de l'Élevage, Ndjamena, 2019.

92. Le mouvement anti-balaka n'a lancé des attaques contre les musulmans au centre et à l'est qu'en 2017 et ces attaques n'ont pas eu l'envergure de celles de 2013/2014 dans l'ouest.

93. *Les Peulhs Mbororo de Centrafrique, une communauté qui souffre*, Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peulhs de Centrafrique, *op. cit.*

27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org